



europa.ch

Le magazine du Mouvement européen Suisse | N° 1/2024



Entretien avec S.E. Petros Petros Mavromichalis, ambassadeur de l'Union européenne en Suisse et auprès de la Principauté du Liechtenstein :

« Nous devons renforcer et stabiliser cette importante relation. » pages 8–9

SOMMAIRE

PROJECTEUR

- 3 Retour sur les négociations bilatérales après le non à l'EEE
- 4 Les accords bilatéraux : pierre angulaire des relations Suisse-UE
- 5 Les Bilatérales, un succès
- 6 Soigner nos liens avec l'UE pour renforcer la Suisse

LITTÉRATURE

- 7 Tout a commencé à Zurich

ENTRETIEN

- 8 Entretien avec S.E. Petros Mavromichalis

ACTIVITES DU MOUVEMENT

- 10 Il nous faut bouger, maintenant !
- 11 Feuille de signatures de l'initiative Europe

SECTIONS

- 12 L'Europe au coeur du quotidien des Genevois-es

YOUNG EUROPEAN SWISS

- 13 Oser plus d'Europe dans l'intérêt des jeunes

INTERNATIONAL

- 14 Engagé-es dans la bataille des élections européennes en France

A NE PAS MANQUER

- 15 Publication sur la libre circulation des personnes
- 15 Europe@lunch, ou comment parler d'Europe à midi
- 15 Les Suissesses et les Suisses se privent d'un vote crucial

Suisse et Union européenne, ou Suisse et Suisse ?

Chère lectrice, cher lecteur,

De manière un peu abrupte, le Conseil fédéral a mis fin aux négociations avec l'Union européenne il y a bientôt trois ans. C'était le 26 mai 2021. Après bien des discussions à l'interne, en Suisse, les négociations ont enfin repris. Le mandat de négociation a été âprement discuté au sein de notre Collège fédéral et avec les partis po-

écoles et la recherche, la participation aux programmes européens et aux échanges estudiantins est incontournable. Du côté de l'industrie, les accès facilités au marché européen sont une demande récurrente. Doit-on ainsi partir du principe qu'il s'agira de mettre fin au mandat en cas de rejet d'un de ces objectifs ? Ce serait un peu facile.



© Claude Nicati

Claude Nicati,
ancien vice-président
du Mouvement européen
Suisse

litiques, les associations syndicales et patronales, puis transmis à notre équipe de négociation à Bruxelles. Rien de bien extraordinaire à ce stade.

La nouveauté réside dans le fait que le Conseil fédéral a souhaité la transparence totale pour que la population suisse puisse « presque suivre en direct » ces négociations et donner son avis. Cette démarche, même si elle doit être saluée, interpelle à plus d'un égard. En effet, par essence même, une négociation, tant et aussi longtemps qu'elle n'a pas abouti, est susceptible de changements. Il est ainsi difficile d'informer sur un objet non abouti.

Par ailleurs, l'information se doit d'être objective. Elle devra être exhaustive et surtout pondérée. La tâche sera rude. Le Conseil fédéral devra présenter ce qui a été proposé de part et d'autre, ce qui a été accepté, respectivement refusé, et en donner les raisons.

L'Union syndicale suisse a, par exemple, très clairement fait savoir que la garantie des salaires était centrale. Pour les Hautes

Communiquer de façon transparente est tout simplement « mission impossible ». En effet, il faudrait dès lors informer sur le mandat de négociation – ce qui est chose faite –, mais également sur la marge de manoeuvre de notre équipe de négociation – ce qui est difficilement réalisable. Nécessaire serait aussi une communication quant à l'importance respective des thèmes de négociation acquis ou rejetés – chose compliquée car il s'agirait de pondérer les points partiellement voire complètement acceptés ou refusés.

Et finalement, il s'agirait de poser la question forcément réductrice : êtes-vous d'accord de poursuivre les négociations ou devons-nous y mettre fin ?

Le calendrier semble serré. Mais il faudra prendre le temps pour expliquer et convaincre l'entier des partenaires des résultats de ces négociations. Alors quid ? Laissons notre équipe de négociation travailler et prenons ensuite le temps de discuter. Ne mélangeons pas les étapes. ★

Retour sur les négociations bilatérales après le non à l'EEE

par **Ralph Friedländer**, secrétaire de la Commission consultative de la coopération internationale du Conseil fédéral et membre de la Commission politique du Mouvement européen Suisse

Le non très serré à la participation de la Suisse à l'accord entre les Etats de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et l'Union européenne (UE) sur l'Espace économique européen (EEE) du 6 décembre 1992 a provoqué une onde de choc. Le désengagement de la Confédération a eu des conséquences négatives pour les autres membres de l'AELE de l'époque (Autriche, Liechtenstein, Suède, Norvège et Islande), l'EEE devant être renégocié.

Malheureusement, le récit selon lequel la demande d'ouverture de négociations d'adhésion avec la Communauté européenne, déposée le 26 mai 1992, a conduit au rejet de l'EEE, s'est imposé dans les milieux politiques et économiques. Je faisais partie de celles et ceux qui avaient soutenu cette démarche afin de permettre à la Suisse de participer à l'élaboration de la Constitution européenne alors prévue. Le Conseil fédéral a finalement déclaré, en janvier 1993, que la Suisse renonçait jusqu'à nouvel ordre à l'ouverture de négociations d'adhésion.

Le Bureau de l'intégration, pour lequel je travaillais, a ensuite coordonné, sur mandat du Conseil fédéral, l'élaboration d'une proposition de négociations dans 15 domaines à l'attention de l'UE. Neuf étaient couplés à l'accord de libre-échange de 1972: règles d'origine, trafic de perfectionnement passif en matière de textile, produits agricoles transformés, entraves techniques au commerce, marchés publics (dans le cadre des règles de l'OMC/GATT), responsabilité du fait des produits, dispositions relatives à la protection des animaux, dispositions phytosanitaires, propriété intellectuelle. Les domaines non liés à l'accord de libre-échange étaient le transport aérien, le transport routier, la recherche, les programmes audiovisuels (MEDIA), les statistiques ainsi que la formation et la jeunesse. L'accord « Erasmus », pour lequel j'ai été négociateur en chef, aurait dû être repris de l'EEE, mais a néanmoins continué à bénéficier aux étudiant-es pendant de nombreuses années.

Le 9 novembre 1993, le Conseil de l'UE a décidé d'ouvrir des négociations dans quatre domaines (transport routier; libre circulation des personnes; recherche; libre accès au marché pour les produits agricoles) et, dans la mesure du possible, dans deux autres domaines (entraves techniques au commerce; marchés publics). Le principe du parallélisme s'appliquait: les différents dossiers devaient être négociés et conclus simultanément, car ils ne pouvaient s'appliquer qu'ensemble. Deux domaines politiquement très sensibles pour la Suisse ont ainsi été inclus – la libre circulation des personnes et les produits agricoles – tandis que certains domaines proposés par la Suisse ont été laissés de côté par l'UE.

Ce que l'on sait moins, c'est que l'UE a été contrariée par l'acceptation de l'initiative des Alpes en 1994. Nous l'avons, au sein de l'équipe de négociation, parfois ressenti encore plus fortement qu'après le non à l'EEE. La Commission et les Etats membres estimaient qu'il s'agissait d'une décision égoïste, prise de façon unilatérale par la Suisse malgré sa portée européenne: le trafic routier nord-sud, essentiel pour l'économie européenne, devrait dorénavant contourner la Suisse. Avec la construction de la NLFA, la Suisse a proposé une alternative ferroviaire, et ce n'est qu'en décembre 1994 que les négociations sur le premier paquet d'accords bilatéraux ont été ouvertes à Bruxelles. Il faudra attendre quatre ans pour que les équipes de négociation se mettent d'accord – à Vienne, en 1998. La Suisse a alors obtenu de très longues périodes de transition (25 ans) ainsi que des clauses de sauvegarde dans le domaine de la libre circulation des personnes. L'accord a été approuvé par le Parlement en octobre 1999 et le peuple s'est prononcé à 67,2 % en faveur des Bilatérales I lors d'un référendum. ★



© Ralph Friedländer

RALPH FRIEDLÄNDER est né en 1959 à Maputo, au Mozambique, et a grandi à Genève et à Lugano. Il a obtenu un Master en psychologie à l'Université de Zurich. Ralph Friedländer rejoint le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation en 1991. Il y négocie plusieurs accords avec l'UE dont celui sur la participation suisse au programme d'échange « Erasmus » et sur la libre circulation des personnes. Ralph Friedländer a également travaillé au Secrétariat d'Etat à l'économie, où il a représenté la Suisse auprès d'organisations internationales chargées des matières premières, et à la Direction du développement et de la coopération. Il a représenté la Suisse au sein du Programme des Nations unies pour le développement et du Global Compact des Nations unies et a été responsable de la coopération régionale dans les Balkans occidentaux. Depuis janvier 2020, il dirige le secrétariat de la Commission consultative de la coopération internationale du Conseil fédéral, chargée d'analyser la coopération internationale de la Suisse, notamment son aide publique au développement, et de formuler des recommandations stratégiques et opérationnelles.

Les accords bilatéraux: pierre angulaire des relations Suisse-UE

par **Christine Schraner Burgener**, secrétaire d'Etat aux migrations



© Christine Schraner Burgener

CHRISTINE SCHRANER BURGNER est secrétaire d'Etat aux migrations depuis janvier 2022. Elle est entrée au service du DFAE en tant que diplomate en 1991 et a notamment été en poste au Maroc et en Irlande. A Berne, elle a travaillé en tant que directrice adjointe de la Direction du droit international public, comme secrétaire générale de la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits et comme coordinatrice de la lutte contre le terrorisme. Elle a été ambassadrice de Suisse en Thaïlande et en Allemagne, jusqu'à sa nomination en tant qu'Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour le Myanmar en 2018. Christine Schraner Burgener a grandi jusqu'à ses dix ans à Tokyo. Elle a étudié le droit à l'Université de Zurich.

Le Conseil fédéral a adopté, le 8 mars dernier, le mandat de négociation avec l'Union européenne (UE). Sa publication a été une preuve de transparence de la part du gouvernement et a souligné l'intérêt de la Suisse pour des relations solides et durables avec l'UE. Il y a exactement 25 ans, le premier paquet d'accords bilatéraux était finalisé et signé. Depuis, ces accords sont devenus un élément central pour la prospérité et le succès économique de la Suisse.

Un espace commun issu des accords bilatéraux

Depuis leur entrée en vigueur en 2002, ces accords jouent un rôle décisif dans les relations entre la Suisse et l'Union. Ils couvrent non seulement un large éventail de thèmes, allant du commerce à la recherche, en passant par la migration et la sécurité. Ils façonnent également en profondeur nos relations, en établissant un espace commun qui nous relie à nos voisins et à notre principal partenaire commercial. Ainsi, le commerce de marchandises entre la Suisse et les régions frontalières européennes est à peu près aussi important que celui avec les Etats-Unis, s'élevant en 2022 à 98,7 milliards de francs.

La libre circulation des personnes comme accord d'accès au marché

Dans cet espace commun, ce ne sont pas que les marchandises qui circulent, mais aussi les individus. Grâce à l'accord sur la libre circulation des personnes, l'économie suisse a accès à la main d'œuvre européenne dont elle a besoin et peut de ce fait palier à une partie de la pénurie croissante de main d'œuvre. Seuls environ 10 % des ressortissant-es de l'UE habitant en Suisse sont sans activité professionnelle, le reste travaillant ou résidant en tant que membre de la famille d'une personne active. Le taux d'activité des ressortissant-es de l'UE/AELE s'élevait en conséquence à 85,4 % en 2022, alors que le taux de chômage était faible. Même si la forte immigration pose

des défis à la Suisse, elle revêt une importance indéniable pour le développement de sa place économique.

Effets bénéfiques sur les assurances sociales

En outre, la libre circulation des personnes a pour effet le rajeunissement de la population, et ainsi, un ralentissement du vieillissement démographique. Ce phénomène a des répercussions positives sur les assurances sociales. En effet, en 2020, les ressortissant-es de l'UE/AELE étaient à l'origine de 27,1 % des cotisations à l'AVS, alors qu'elles et ils ne percevaient que 15 % des prestations. Leur contribution au financement du 1^{er} pilier a en outre fortement augmenté depuis l'introduction de la libre circulation des personnes.

Pas de voie à sens unique

Aujourd'hui, plus de 1,5 million de ressortissant-es de l'UE vivent en Suisse. Or, dans le débat actuel, l'on oublie parfois que la libre circulation des personnes a également créé de nouveaux droits sur le plan individuel, facilitant la mobilité en Europe. Grâce à la libre circulation des personnes, les Suissesses et les Suisses peuvent ainsi étudier, travailler ou prendre leur retraite dans l'UE. Plus de 450'000 personnes en font usage et vivent actuellement dans un Etat membre de l'Union. Elles et ils contribuent tout autant à l'unification de l'Europe et à l'établissement de relations riches et variées par-delà les frontières. C'est pourquoi, avec nos partenaires européens, nous relèverons avec succès les défis futurs. ★

Les Bilatérales, un succès

par **Monika Rühl**, présidente de la direction d'économiesuisse

Il y a exactement 25 ans, la Suisse et l'Union européenne signaient le premier paquet d'accords bilatéraux. Cinq ans plus tard, les Bilatérales II ont suivi. Rétrospectivement, l'on peut affirmer que ces deux paquets d'accords ont été un succès et que les Bilatérales se sont révélées être un modèle de réussite pour la Suisse.

L'Union européenne (UE) est et reste le principal partenaire commercial de la Suisse. Environ 50 % des marchandises que nous exportons y sont destinées et 70 % de nos importations en proviennent. De plus, les régions de Zurich, du Tessin, de la Suisse centrale et du Nord-Ouest sont, de toutes les régions européennes, celles qui profitent le plus du marché intérieur européen. Les travailleuses et travailleurs ont aussi bénéficié de la croissance économique de ces dernières années, le PIB réel par habitant-e en Suisse ayant augmenté de 15 700 francs par personne, soit de 21 % entre 2000 et 2022. Ainsi, les accords bilatéraux ont conduit à une plus grande prospérité et à une augmentation des salaires.

Des accords source de prospérité

Au total, environ 140 accords ont été conclus entre la Suisse et l'UE. Ils sont tous bénéfiques tant pour notre économie que pour chacune et chacun d'entre-nous. Permettez-moi de citer trois exemples.

Grâce à la libre circulation des personnes, les entreprises suisses peuvent engager sans tracasseries administratives des travailleuses et travailleurs européen-nes lorsqu'elles ne peuvent pas en trouver en Suisse. Cela contribue à atténuer la pénurie croissante de main-d'œuvre. En même temps, chacun-e a le droit de s'installer dans un pays de l'UE, que ce soit pour étudier ou pour travailler.

Depuis la signature de l'accord d'association en 2008, la Suisse est membre de l'espace Schengen au sein duquel les contrôles systématiques aux frontières in-

térieures ont été abolis, à quelques exceptions temporaires près. Ceci facilite chaque jour la vie de nombreuses personnes. Cette liberté de circulation est également très importante pour le tourisme et le secteur de la culture.

Enfin, l'accord entre la Suisse et l'UE sur la suppression des entraves techniques au commerce (ARM) implique la reconnaissance mutuelle des normes et des certifications pour les produits industriels. Ainsi, les produits industriels suisses peuvent être exportés sans restriction vers l'UE et ne doivent pas y être à nouveau homologués, en faisant l'objet d'une procédure longue et coûteuse. Cela présente aussi des avantages pour les consommatrices et consommateurs suisses, car l'accord conduit à une diminution des prix de nombreuses machines. L'ARM illustre toutefois l'érosion de la voie bilatérale: sans sa mise à jour – qui concerne 20 catégories de produits au total –, jusqu'à 60 % des entreprises exportatrices suisses perdraient à partir de 2026/2027 l'accès au marché intérieur européen tel qu'elles en bénéficiaient aujourd'hui. En raison de la grande importance de ces branches pour l'industrie suisse, les coûts d'ajustement devraient dépasser le seuil du milliard de francs. C'est autant d'argent qui ne sera pas investi dans l'innovation ou l'augmentation des salaires.

Une relation privilégiée qu'il est essentiel de développer

La voie bilatérale avec l'UE a dès lors fait ses preuves. Elle nous permet de rester indépendants et libres. Il est donc essentiel qu'elle soit stabilisée et développée grâce aux Bilatérales III qui apporteraient une sécurité juridique et renforceraient la place économique suisse, en cette période d'incertitude géopolitique.

La Suisse est au cœur de l'Europe. Nous ne vivons pas cachés derrière des murs – au contraire, notre pays est ouvert et innovant. Pour qu'il en soit à l'avenir toujours ainsi, nous avons besoin des Bilatérales III. ★



© economiesuisse

MONIKA RÜHL est présidente de la direction d'économiesuisse, la faîtière des entreprises suisses, depuis le 1er septembre 2014. Après des études de langues romanes (français et italien) à l'Université de Zurich, Monika Rühl se forme comme diplomate à Berne, Bruxelles et Genève. Elle travaille ensuite au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) avant de devenir collaboratrice personnelle du conseiller fédéral Joseph Deiss (au DFAE en 2002, au Département fédéral de l'économie de 2003 à 2006). Par la suite, elle dirige le centre de prestations Relations économiques bilatérales du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), en tant que membre de la direction et avec le rang d'ambasadrice. En 2008, elle est nommée déléguée du Conseil fédéral aux accords commerciaux avant de diriger le Secrétariat général du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche de 2011 à 2014.



Soigner nos liens avec l'UE pour renforcer la Suisse

par **Marie-France Roth Pasquier**, conseillère nationale (Centre/FR) et conseillère communale de Bulle



© Marie-France Roth Pasquier

MARIE-FRANCE ROTH PASQUIER

naît en 1968 au Lac Noir dans le canton de Fribourg. Sa carrière politique commence au Conseil général (législatif) de Bulle en 2006. Elle gravit rapidement les échelons, sous les couleurs du Centre: Conseil communal (exécutif) du chef-lieu gruyérien depuis 2011 (en charge de l'Enfance, la jeunesse, l'intégration et la mobilité), puis Grand Conseil de 2016 à 2019 et enfin, depuis 2019, Conseil national (où elle siège dans la Commission de la science, de l'éducation et de la culture et dans celle des Transports et des télécommunications). Très attachée aux valeurs portées par son parti, elle se démarque toutefois par sa vision plus verte, plus sociale, plus européenne. Membre du Mouvement européen Suisse, Marie-France Roth Pasquier a étudié les sciences politiques à l'Université de Lausanne avant d'obtenir un postgrade en études européennes à l'Université de Louvain en Belgique. Passionnée par l'histoire et la sociologie de cette Europe en construction, le non du 6 décembre 1992 fait vaciller son intérêt pour une carrière diplomatique. Elle vit aujourd'hui à Bulle avec son mari et ses trois enfants.

« J'ai une admiration éperdue pour la paix que nous a procurée l'Europe. Au fond de mes rides, il y a ce malheur-là qui ne me quittera jamais. Chaque fois que je me regarde dans la glace le matin, je dis : Michel, nous sommes en paix. »

En 2019, le philosophe français Michel Serres lançait une vibrante déclaration d'amour à l'Europe dans l'émission « La Grande Librairie ». L'Académicien né en 1930 y dépeint les guerres qui ont marqué sa jeunesse : guerre d'Espagne et ses réfugiés recueillis dans son Sud-Ouest natal ; seconde Guerre mondiale puis guerres coloniales. Jusqu'à ses trente ans, dit-il, il n'aura connu que la guerre et constaté avec effroi la misère et le désespoir dans lesquels femmes, hommes et enfants étaient alors jetés.

Michel Serres mourra quelques mois à peine après cette profession de foi. Je pense parfois – pardonnez-moi – qu'il est décédé à temps : le chagrin de voir le Brexit entériné, la France et l'Allemagne afficher leurs désaccords sur l'aide à fournir à l'Ukraine et la crainte d'un embrasement général lui auront au moins été épargnés.

L'Union européenne, un projet de paix

Nous l'avons quelque peu oublié : l'objectif principal des architectes de l'Union européenne (UE) était de promouvoir la paix et de prévenir les conflits armés entre nations en assurant la prospérité économique, en permettant la libre circulation des personnes, des biens et des services, en favorisant la coopération et la solidarité. Il ne s'agissait pas seulement de rassembler des Etats, mais d'unir des femmes et des hommes.

Aujourd'hui, presque 70 ans après les traités de Rome et alors que le Conseil fédéral a repris les négociations avec l'UE, c'est toujours de cela qu'il s'agit : réunir les

forces ; assurer la prospérité, la sécurité et la liberté. La Suisse a beau ne pas être membre de l'UE, elle se trouve historiquement, culturellement et géographiquement au cœur de l'Europe. Assurer des liens solides avec ses voisins n'affaiblit pas sa souveraineté – au contraire : la Suisse renforce de ce fait sa capacité à façonner son avenir et à défendre ses intérêts.

Des accords essentiels

Ainsi, en soignant ces négociations, la Suisse peut garantir un accès continu et davantage prévisible au marché européen, crucial pour son économie d'exportation. D'autre part, elle pourrait être plus étroitement associée aux processus de prise de décision dans les domaines couverts par chaque accord. Cela lui permettrait de participer aux discussions qui la concernent.

L'exemple de l'approvisionnement énergétique est parlant. Afin d'éviter des pénuries d'électricité – et dans le cadre de la libéralisation du marché de l'électricité qui implique de facto le libre choix du fournisseur –, les entreprises suisses doivent pouvoir faire entendre leur voix au sein des instances européennes. Un accord avec l'UE contribuerait à sécuriser l'approvisionnement et à stabiliser le réseau, et simplifierait aussi le commerce international de l'électricité, essentiel pour la Suisse. Avec plus de 40 raccordements transfrontaliers, notre réseau électrique est étroitement relié à celui de nos voisins !

Faire aboutir les négociations, dans l'intérêt de notre pays

Les discussions s'annoncent longues et ardues. La protection des salaires ou la gouvernance institutionnelle feront, à raison, l'objet de débats intenses. Mais j'en suis certaine : l'aboutissement de ces négociations montrera la capacité de notre pays à s'engager de manière souveraine dans des relations internationales pérennes tout en préservant son identité nationale et son autonomie décisionnelle. ★

Tout a commencé à Zurich

par **Dr. Christoph Driessen**, directeur du bureau de Cologne de l'agence de presse dpa et auteur

Des milliers de Zurichois-es se bousculent le 19 septembre 1946 dans les rues pour tenter d'apercevoir Winston Churchill. Armé de son cigare, un chapeau melon vissé sur la tête, il est là, en chair et en os, à l'arrière d'une décapotable. Dans l'aula de l'Université, Churchill tient ce matin-là ce qui est certainement le discours le plus important de l'histoire de la construction européenne. Il prône un « excellent remède » pour le continent dévasté par la guerre: « Nous devons construire une sorte d'Etats-Unis d'Europe » s'exclame-t-il.

Des propos visionnaires

Un an après la libération d'Auschwitz et l'anéantissement de l'Allemagne nazie, ces mots étaient téméraires. Mais Churchill va plus loin encore. « J'en viens maintenant à une déclaration qui va vous étonner », prévient-il. « Le premier pas vers une nouvelle formation de la famille européenne est de faire de la France et de l'Allemagne des partenaires. » Ses mots se sont révélés visionnaires: à peine quatre ans plus tard, le ministre français des Affaires étrangères Robert Schuman proposerait de soumettre la production franco-allemande de charbon et d'acier à une autorité supranationale. Si l'on venait à retirer aux deux ennemis héréditaires le contrôle de ces secteurs essentiels à la production d'énergie et d'armement, alors ils ne pourraient plus jamais mener de guerre l'un contre l'autre. C'est cette idée, aussi simple que géniale, qui est à la base de l'Union européenne (UE). L'autorité supranationale deviendra la Commission à Bruxelles.

L'Europe ne s'est pas faite en un jour

L'UE est une expérience unique dans l'histoire de l'humanité. Au lieu de s'affronter et de chercher à se surpasser, ses membres collaborent sur un pied d'égalité, au sein d'une organisation commune. La coopération plutôt que la confrontation – c'est la recette qui a offert à l'Europe occidentale une période de paix d'une durée sans précédent. Cependant, l'UE n'est aujourd'hui que rarement associée à tout cela. Souvent perçue comme une institution bureaucra-

tique abstraite, surréglementant le quotidien de ses habitant-es, sa structure institutionnelle confuse ne fait que renforcer cette impression. Aussi, on ne sait pas assez que l'UE n'est pas un produit fini, mais qu'elle résulte d'une succession de hasards, d'opportunités et de crises.

Le récit comme rempart contre la répétition des écueils passés

L'objectif de mon livre est justement de retracer ce cheminement, en le présentant de façon que l'on ait envie de s'y plonger, à l'image d'un polar qui capterait toute notre attention.

L'élément déclencheur de l'écriture du livre a été le référendum sur le Brexit de 2016. Ayant vécu sept ans à Londres, j'éprouve beaucoup de sympathie pour le Royaume-Uni. Se détourner de l'Europe, en partie à cause de décennies de propagande haineuse dans une partie des médias et d'une campagne pleine de fausses informations les mois précédents le vote, m'a conforté dans l'idée, qu'en tant que journaliste et historien, je me devais d'apporter une contribution – même minime – afin d'éviter que ce drame ne se reproduise. J'ai pour cela choisi la voie qui me convient le mieux: ainsi, je n'ai pas rédigé un pamphlet ou un appel à l'action, mais tenté de présenter l'histoire de l'UE de manière compréhensible, factuellement correcte, et, qui sait, peut-être même un tant soit peu divertissante. Je pense que toutes les conclusions s'imposeront d'elles-mêmes et suis convaincu que les partisan-es de l'idée européenne tireront profit de la lecture de ce livre. ★



© Christoph Driessen

DR. CHRISTOPH DRIESSEN est né en 1967 dans la Ruhr, de parents néerlandais. Après des études de journalisme et d'histoire et un stage à la Westdeutscher Rundfunk (WDR), il a été pendant 14 ans correspondant à La Haye, Londres et New York. Depuis 2006, il gère le bureau de Cologne de l'agence de presse allemande dpa. Il a publié plusieurs livres. Driessen intervient régulièrement en tant qu'expert à la télévision allemande, dans des émissions historiques. Pour son nouvel ouvrage sur l'UE, il a effectué huit ans de recherches.



Le livre « Griff nach den Sternen – Die Geschichte der Europäischen Union » (en allemand uniquement) décrit l'évolution de l'UE depuis la création de la Communauté du charbon et de l'acier en 1951. L'accent y est mis sur les étapes décisives, décrites sous forme de courts reportages. On sent ainsi les cigarettes du chancelier allemand Schmidt et on y croise le visage contrarié de la reine Elizabeth II lorsqu'il les écrase sur ses assiettes en argent. Des photos historiques, des portraits de personnalités et des explications quant aux principales notions viennent agrémenter le texte.

« La Suisse et l'Union européenne sont et resteront toujours amies. »

L'Union européenne rencontrera divers défis au cours de la législature à venir. Ces dernières années, elle a toutefois démontré sa capacité d'adaptation. Dans un monde qui évolue rapidement, les amitiés solides sont particulièrement importantes. La Suisse et l'UE sont heureusement sur la bonne voie pour rétablir une relation de confiance et tournée vers l'avenir. Nous avons pu en discuter avec l'Ambassadeur de l'UE en Suisse Petros Mavromichalis.



© Alessandro della Valle, EU-Delegation Bern

PETROS MAVROMICHALIS est né le 15 mai 1964 à Athènes. De nationalités grecque et belge, il parle sept langues. Après des études de droit à Strasbourg et à Londres, il rejoint, en 1994, la Commission européenne et sa Direction générale du commerce. De 1998 à 2003, il accompagne les négociations d'adhésion des futurs nouveaux membres de l'Union européenne au sein de la Direction générale en charge de l'élargissement. Il continue son parcours au sein de la Direction générale des politiques externes et occupe, de 2012 à 2020, des fonctions de chef de division au sein du Service pour l'action extérieure (EU Situation Room et Open Source Intelligence). En 2020, il est nommé ambassadeur de l'Union européenne en Suisse et pour la Principauté du Liechtenstein.

Vous représentez l'Union européenne à Berne depuis 2020. Quel bilan dressez-vous de ces quatre années passées en Suisse ?

La période de mon mandat en Suisse a été marquée par une série de crises: la pandémie du Covid-19, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, les conflits au Moyen-Orient et en Afrique mais également des tensions dans notre relation avec la Suisse, à la suite de la rupture des discussions, en mai 2021. Heureusement, le dialogue entre l'Union européenne et la Suisse a depuis été rétabli et j'ose croire que nous sommes désormais sur la bonne voie pour retrouver une relation de confiance et tournée vers l'avenir.

Vous avez visité les quatre coins du pays. Quels enseignements en tirez-vous ?

La Suisse est un pays magnifique et bien organisé. Les gens sont très sympathiques, bien formés et bien informés grâce notamment à un système éducatif très performant. C'est un pays pleinement européen étant donné sa position géographique, sa culture, ses langues et ses valeurs. Je me suis senti ici chez moi.

Qu'est-ce qui vous a le plus surpris dans le débat européen en Suisse ?

J'ai été surpris par la crainte qu'un rapprochement avec l'Union européenne pourrait faire perdre à la Suisse son indépendance et son identité. Ces craintes sont, selon moi, totalement infondées.

Les prises de parole des ambassadeurs de l'Union européenne en Suisse ne satisfont souvent personne: c'est soit trop, soit pas assez. Comment avez-vous géré cette situation ?

J'ai essayé de rester moi-même, de représenter l'Union européenne de façon sincère, d'être à l'écoute et d'aller à la rencontre de nos partenaires suisses. Car j'estime qu'entre amis, nous avons le devoir de se dire les choses telles qu'elles sont, tout en restant poli et respectueux de l'autre.

Y a-t-il un message dont la réception, en Suisse, a été particulièrement difficile ?

Je ne pense pas avoir été porteur de mauvaises nouvelles. La position de l'Union européenne, dont je ne suis que le porte-parole, n'a pas varié au cours des dernières années.

L'année 2024 est une année électorale pour l'Union. Quels sont, selon vous, les trois plus grands succès de la législature 2019-2024 ?

D'après moi, il s'agit de la lutte contre la pandémie de Covid-19, du soutien à l'Ukraine, et du Règlement sur les services numériques (« Digital Services Act (DSA) ») qui nous donne les moyens de lutter contre la désinformation.

Et quels sont les trois plus grands défis pour celle à venir ?

Sans hésiter, le renforcement de nos capacités en matière de sécurité et de défense,

la lutte contre le changement climatique et les efforts pour rendre nos économies plus compétitives. Tout cela dans un monde en pleine mutation et dans un environnement hostile.

Le processus électoral de l'Union est victime d'ingérence de la part de puissances étrangères. Dans quelle mesure l'UE est-elle capable d'y faire face ?

La lutte contre les ingérences étrangères et contre la cybercriminalité sont pour nous des thèmes prioritaires. Nous y travaillons, en coopération avec nos Etats membres. Le Règlement sur les services numériques, qui oblige les plateformes en ligne de contrer la désinformation, devrait nous y aider.

Comme le Président Emmanuel Macron, pensez-vous aussi que « l'Europe est mortelle » ? Si oui, pourquoi ?

Le projet européen nous a permis de vivre la plus longue période de paix et de prospérité depuis des siècles, du moins sur le territoire de nos Etats membres. C'est aussi un avantage pour la Suisse que d'être entourée de voisins pacifiques et prospères. Mais l'Union européenne est un chantier inachevé. De nombreux défis nous attendent, comme déjà évoqué. Si nous voulons réussir le prochain élargissement, nous allons devoir réformer nos procédures, nos politiques, notre budget... Nous devons être à la hauteur, afin de rendre l'Europe plus forte et plus résiliente. Les défis d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'il y a vingt ans.

Quel regard portez-vous aujourd'hui sur l'état de l'Union européenne ?

Au cours des dernières années, l'Union européenne a développé son champs d'action à des domaines nouveaux: emprunts communs pour financer la relance économique à la suite de la pandémie de Covid-19, achats collectifs de vaccins pour protéger notre population, financement de livraisons de matériel militaire à l'Ukraine par le budget communautaire, pour ne mentionner que certains exemples récents. L'Union a fait preuve de la capacité d'adaptation nécessaire pour répondre aux crises auxquelles nous avons été confrontés, alors même que peu l'en aurait cru capable. J'en tire donc la leçon que quel que soit le problème auquel nos nations et nos sociétés sont confrontées, la solution ne peut être trouvée qu'au niveau européen.

Et qu'espérez-vous pour l'avenir ?

J'espère une réforme institutionnelle solide afin de préparer le prochain élargisse-



ment – un impératif stratégique. Nous avons démontré une capacité d'agir en temps de crise. Il faut maintenant se doter d'instruments nous permettant de prévenir les crises.

En conclusion, que souhaiteriez-vous partager avec nos lectrices et lecteurs ?

La Suisse et l'Union européenne sont et resteront toujours amies. Pour renforcer et stabiliser cette relation importante, nous devons enfin régler les problèmes dont nous discutons depuis trop longtemps. Ceci afin de permettre à la Suisse de continuer à participer au marché intérieur européen, ce qui est bénéfique et dans l'intérêt des deux partenaires. Il ne faut cependant pas confondre l'amitié et le respect des règles du marché intérieur, auquel la Suisse souhaite continuer de participer. ★

“

« L'UE est un chantier inachevé et de nombreuses difficultés l'attendent encore. Nous devons être à la hauteur de celles-ci pour rendre l'Europe plus forte et plus résiliente. »

Il nous faut bouger, maintenant !

par **Raphaël Bez**, secrétaire général, et
Janina Aeberhard, secrétaire générale adjointe du Mouvement européen Suisse



© Mouvement européen Suisse



© Operation Libero



© Operation Libero



Le Conseil fédéral a adopté début mars un nouveau mandat de négociation avec l'Union européenne (UE). Le moteur de l'intégration européenne de la Suisse se remet en marche – enfin ! Dans le contexte de l'érosion constante des relations entre la Suisse et l'UE de ces dernières années, il s'agit là d'une étape importante. Mais attention : les opposants à tout accord avec l'UE se font d'ores et déjà bruyamment entendre. Elles et ils se mobilisent grâce à d'importantes ressources. C'est pourquoi il faut plus que jamais nous engager, dès à présent, pour garantir à la Suisse un avenir européen. Il nous faut bouger, maintenant !

Nous disons oui !

La reprise des négociations marque le début d'une nouvelle phase politique. Il n'y a plus de temps à perdre. Le Conseil fédéral souhaite conclure les négociations d'ici la fin de l'année, afin que le Parlement puisse se prononcer sur le résultat de négociation l'an prochain. Une votation populaire serait alors possible en 2026.

Cela ne laisse donc que deux ans pour préparer le terrain d'une campagne de votation victorieuse. Nous devons aujourd'hui déjà nous mobiliser, rassembler nos forces et préparer la Suisse à cette votation qui fera date. C'est dans ce but que nous avons lancé une pré-campagne. Avec les autocollants « Je dis oui ! », nous voulons montrer que nous soutenons la reprise des négociations et mobiliser celles et ceux qui souhaitent une stabilisation et un développement des relations entre la Suisse et l'UE.

Et soutenons l'initiative Europe

Nous soutenons également l'initiative Europe qui s'engage pour une Suisse forte en Europe. L'initiative veut ancrer dans la Constitution la participation active de la Suisse à l'intégration européenne et souhaite garantir la conclusion d'accords avec l'UE afin d'assurer la participation de la Suisse au marché intérieur et à la coopération européenne. L'initiative Europe veut donc d'une Suisse souveraine qui participe activement au projet européen de paix, de prospérité et de sécurité.

Le Mouvement européen s'engage depuis près de 90 ans pour que la Suisse ait son mot à dire là où les décisions qui la concernent sont prises. Car, comme le disait l'ancien conseiller fédéral Joseph Deiss, « l'absentéisme n'est pas un geste de souveraineté, mais d'abdication ».

Par ailleurs, dans la conjoncture actuelle, marquée par le retour de la guerre sur le continent européen, il est évident pour le Mouvement européen que la coopération entre la Suisse et l'UE doit être intensifiée, y compris dans de « nouveaux » domaines comme la sécurité et la défense, mais aussi la protection du climat ou la transition numérique. Il est de notre responsabilité de faire en sorte que les générations futures puissent, elles aussi, continuer à vivre dans cette Europe lauréate du prix Nobel de la paix, dans une Europe de liberté, dans une Europe qui protège.

Enfin, à une époque où le multilatéralisme est en crise et où des blocs se (re)forment, l'arrimage, sur le plan constitutionnel, de la Suisse au projet européen est plus que jamais nécessaire. La Suisse fait partie de l'Europe. Notre avenir est européen !

Faisons entendre notre voix !

L'enjeu des prochains mois est donc de taille : il s'agit de stabiliser et surtout de développer nos relations avec l'UE, notre principal partenaire. Il en va de notre contribution au projet européen, crucial face aux menaces croissantes contre la démocratie, l'Etat de droit et les libertés.

C'est pourquoi nous devons nous faire entendre dès maintenant. Que ce soit dans la perspective d'un référendum sur le résultat de négociation ou à long terme, tant la campagne « Je dis oui ! » que l'initiative Europe doivent nous permettre de mobiliser les partisan-es d'une Suisse ouverte et européenne et de parler de façon positive du projet européen. Ces deux campagnes vont se poursuivre et être développées dans le courant des mois à venir. Nous ne devons en aucun cas laisser le champ libre aux opposants. Le silence et l'inaction ne sont pas des options ! ★



INITIATIVE POPULAIRE FÉDÉRALE « POUR UNE SUISSE FORTE EN EUROPE (INITIATIVE EUROPE) »



Publiée dans la Feuille fédérale 02.04.2024. Les citoyennes et citoyens suisses soussignés ayant le droit de vote demandent, en vertu des articles 34, 136, 139 et 194 de la Constitution fédérale et conformément à la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques (art. 68s.):

Initiative populaire fédérale « Pour une Suisse forte en Europe (initiative Europe) »

La Constitution est modifiée comme suit :

Art. 54a Intégration européenne

- 1 La Confédération participe activement à l'intégration européenne.
- 2 Elle conclut à cette fin des traités internationaux avec l'Union européenne permettant une participation durable et évolutive aux libertés du marché intérieur européen et à d'autres domaines de la coopération européenne, notamment la culture, la formation, la recherche et la protection du climat.
- 3 La Confédération et les cantons garantissent, dans les limites des traités en vigueur, que les valeurs fondamentales de la démocratie et du fédéralisme, les ressources naturelles ainsi que l'équilibre social au sein de la collectivité et sur le marché du travail sont protégés.

Art. 197, ch. 16

16. Disposition transitoire ad art. 54a (Intégration européenne)

Au plus tard après l'acceptation de l'art. 54a par le peuple et les cantons, le Conseil fédéral conclut sans retard les traités nécessaires avec l'Union européenne. Il les soumet à l'approbation de l'Assemblée fédérale dans un délai de 12 mois après la clôture des négociations. Il propose dans le même temps les mesures nécessaires à la mise en œuvre de l'art. 54a, al. 3. Celles-ci garantissent notamment que le principe européen de l'égalité des conditions pour un même travail au même endroit est appliqué de manière efficace et durable en Suisse.

Seuls les électrices et électeurs ayant le droit de vote en matière fédérale dans la commune indiquée en tête de la liste peuvent y apposer leur signature. Les citoyennes et les citoyens qui appuient la demande doivent la signer de leur main.

Canton:		N° postal:		Commune politique:		Contrôle laisser en blanc
Nr	Nom écrire de sa propre main et en majuscules	Prénoms écrire de sa propre main et en majuscules	Date de naissance j/m/a	Adresse exacte rue et numéro	Signature manuscrite	
1.						
2.						
3.						
4.						
5.						

Celui qui se rend coupable de corruption active ou passive relativement à une récolte de signatures ou celui qui falsifie le résultat d'une récolte de signatures effectuée à l'appui d'une initiative populaire est punissable selon l'article 281 respectivement l'article 282 du code pénal.

Le comité d'initiative, composé des auteurs de celle-ci désignés ci-après, est autorisé à retirer la présente initiative populaire par une décision prise à la majorité absolue de ses membres ayant encore le droit de vote: **Alexander Messmer**, Städtli 7, 8505 Pfyn, **Aline Trede**, Sonneggring 15, 3008 Bern, **Balthasar Glättli**, Förrlibuckstrasse 227, 8005 Zürich, **Danilo Lo Pumo**, Breitensteinstrasse 57, 8037 Zürich, **Dominic Ullmann**, Widenhubstrasse 8, 8552 Felben-Wellhausen, **Emile Blant**, Rue du Puits 5, 2300 La Chaux-de-Fonds, **Fabian Molina**, Schaffhauserstrasse 15, 8006 Zürich, **Florian Schmid**, Laubschochenstrasse 1, 79807 Lottstetten, **Hans Werder**, Wildhainweg 16, 3012 Bern, **Isabelle Gerber**, Triemlistrasse 21, 8047 Zürich, **Joëlle de Sépibus**, Buristrasse 24, 3006 Bern, **Kathrin Amacker**, Im Klosteracker 25, 4102 Binningen, **Lisa Marchon**, Jülicherstrasse 14, 40477 Düsseldorf, **Luzian Franzini**, Eichwaldstrasse 7, 6300 Zug, **Martin Gollmer**, Heimeliweg 2b, 8952 Schlieren, **Michael Huber**, Weesenstrasse 18, 9050 Meistersrüte Appenzell, **Nadège Widmer**, Chem. Pauvre-Jacques 1, 1630 Bulle, **Nicolas Walder**, Chemin Vigne Rouge 1, 1227 Carouge, **Paul Hofer**, Buchenstr 12, 4104 Oberwil, **Raphaël Bez**, Hilfikerstrasse 4, 3014 Bern, **Roland Hurschler**, Lettenstrasse 26, 8037 Zürich, **Sarah Wyss**, Schorenweg 36, 4058 Basel, **Sanija Ameti**, Kanzleistrasse 80, 8004 Zürich, **Sibel Arslan**, Rebgasse 1, 4005 Basel, **Stefan Manser-Egli**, Halden 1, 6207 Nottwil, **Tim Guldemann**, Barbarossaplatz 4, 10781 Berlin, **Thomas Cottier**, Kunoweg 17, 3047 Bremgarten bei Bern

Expiration du délai imparti pour la récolte des signatures: 02.10.2025

Le/La fonctionnaire soussigné/e certifie que les (nombre) signataires de l'initiative populaire dont les noms figurent ci-dessus ont le droit de vote en matière fédérale dans la commune susmentionnée et y exercent leurs droits politiques.

Lieu:	Signature manuscrite:	Sceau:
Date:	Fonction officielle:	

Envoyez cette liste partiellement ou entièrement remplie le plus rapidement possible au: Initiative Europe, CP 6, 9215 Schönenberg. Vous trouverez de plus amples informations et des feuilles de signatures sur notre site Internet : www.europa-initiative.ch

L'Europe au cœur du quotidien des Genevois-es

par **Nicolas Walder**, président de la section Genève du Mouvement européen Suisse et conseiller national (Vert-es/GE)



© Nicolas Walder

Il est aujourd'hui essentiel que la Suisse renforce ses relations avec l'Union européenne (UE). C'est d'autant plus important pour un canton comme Genève, dont la vie économique, culturelle et sociale se joue de la frontière et dont la prospérité doit beaucoup à son voisin. Que seraient notre réseau de soins, nos entreprises, notre tourisme sans la main d'œuvre venant de France, pour ne citer qu'elle? Cette libre circulation des personnes qui se vit si naturellement au quotidien et s'incarne aussi dans les liens d'amitié et les histoires d'amour transfrontalières est un bienfait mis à mal.

C'est pourquoi beaucoup de Genevois-es s'inquiètent de la détérioration de nos relations avec l'UE.

Ne pas laisser le champ libre aux opposants à tout accord avec l'Union européenne

Dans ce contexte, la reprise des négociations dans le but de conclure de nouveaux accords bilatéraux a été perçue comme une bouffée d'espoir. Mais rien n'est encore gagné face aux forces obscurantistes. Ainsi, notre section a décidé de redoubler d'engagement pour porter notre aspiration à plus d'Europe auprès de l'ensemble de la population.

Le temps est venu de corriger l'erreur commise depuis 1992 et le rejet de l'Espace économique européen, à savoir laisser le champ libre à l'UDC pour s'adonner à un « euro-bashing » permanent. Ces courants populistes sont aujourd'hui d'autant plus déterminés qu'ils sont gagnés par la peur devant le moteur résolu qu'est devenue l'UE en matière sociale, sociétale et écologique.

Reconnaître les succès de l'Union européenne

En effet, alors que le Conseil fédéral se refuse toujours à développer une politique in-

dustrielle capable de répondre aux enjeux climatiques et sécuritaires, l'UE adopte quant à elle des plans ambitieux – Pacte vert, Règlement sur les services numériques, législation sur les chaînes d'approvisionnement – afin d'accélérer la transition écologique et renforcer la résilience des démocraties face aux puissances hostiles. Car oui, l'UE est aussi le meilleur rempart face aux dictatures et aux forces rétrogrades qui, partout dans le monde, remettent en question l'Etat de droit et la coopération internationale. Une coopération entre Etats qui est chère à Genève, canton hôte de l'ONU et d'une bonne partie des traités qui aujourd'hui fondent l'ordre international.

Renforcer nos liens avec nos voisins comme seule perspective

Notre section est convaincue que l'isolationnisme défendu par l'UDC est non seulement un danger pour notre pays, sa prospérité et ses libertés, mais aussi pour notre sécurité.

En privilégiant le commerce avec Vladimir Poutine et Xi Jinping plutôt qu'avec Paris, Berlin ou Bruxelles, les populistes jouent avec le feu.

Face à des enjeux d'une ampleur qui dépasse de très loin notre pays, nous devons plus que jamais promouvoir la coopération avec nos amis et voisins démocratiques, en commençant par finaliser les Bilatérales III. ★

Oser plus d'Europe dans l'intérêt des jeunes

par **Johann von Graffenried**, secrétaire général de la young european swiss | yes

La reprise des négociations avec l'Union européenne (UE) et le lancement de l'initiative Europe font d'ores et déjà de l'année 2024 une année européenne ou du moins une année où le terme « Europe » occupe une place importante dans le débat public. Mais qu'en sera-t-il sur le long terme ?

Des programmes cruciaux

La reprise des négociations, mi-mars dernier, a marqué un pas important dans le développement des relations entre la Suisse et l'UE. La young european swiss | yes s'est félicitée de cette étape, tout en appelant à ne pas oublier la voix des jeunes.

En effet, la pleine participation de la Suisse aux programmes de coopération européens comme « Erasmus+ », « Horizon Europe » et « Copernicus » est essentielle pour la place économique et scientifique suisse. Ces programmes offrent de nombreuses opportunités en matière de formation – des opportunités aux répercussions importantes pour l'avenir de notre pays et celui du continent européen.

Seule une culture transnationale forte en matière de formation et de recherche peut permettre de progresser. La yes considère dès lors les solutions transitoires actuelles comme insuffisantes. Il faut que la Suisse réintègre ces programmes.

Afin de mettre en lumière et donner plus de poids à nos revendications, nous avons écrit au secrétaire d'Etat Alexandre Fasel, soutenu par une alliance interpartis (Jeunes Vert-es suisses, Jeunesse socialiste, Jeunes Vert'libéraux Suisse, Jeunes du Centre Suisse, Association des étudiant-es suisses), pour souligner l'importance des négociations pour les jeunes. Ensemble avec les co-signataires de la lettre, nous avons alors eu l'occasion d'exposer nos préoccupations au secrétaire d'Etat, dans le cadre d'un entretien auquel Alexandre Fasel nous a invité. Il reste désormais à voir quelle place sera accordée à nos demandes lors des négociations.



Echange avec le Secrétaire d'Etat Alexandre Fasel au Palais fédéral.

© young european swiss | yes

Suisse-UE, un destin commun

La Suisse doit réaliser qu'elle fait partie de l'Europe et que l'Europe est constitutive de son identité. Des valeurs communes nous unissent, tant en politique qu'au niveau social. Alors que nous traversons une période faite de crises, dans laquelle la démocratie, la liberté et l'Etat de droit ne peuvent plus être considérés comme des acquis, une communauté de valeurs forte et fidèle à ces principes est donc plus que jamais nécessaire. L'initiative Europe permet de faire, à cet égard, un pas dans cette direction puisqu'elle vise à ancrer dans la Constitution fédérale le lien entre la Suisse et l'Europe. C'est pourquoi la yes la soutient.

La Suisse et l'UE se rapprochent l'une de l'autre – mais jusqu'à où ? Espérons que la société et la politique prendront pleinement conscience de l'importance de ces relations. Les décisions relatives aux accords bilatéraux et à l'initiative Europe marqueront les années à venir et seront d'une importance capitale, notamment pour les jeunes. La Suisse doit dès lors continuer à oser plus d'Europe et à s'engager en faveur de ses valeurs! ★



Deviens membre de la yes! Retrouve toutes les informations sur le site internet www.y-e-s.ch

Engagé-es dans la bataille des élections européennes en France

par **Hervé Moritz**, président du Mouvement européen – France



© Hervé Moritz

HERVÉ MORITZ est président du Mouvement européen – France depuis décembre 2022. D'abord engagé au sein des Jeunes européens, qui réunissent les moins de 35 ans du Mouvement européen – France et qu'il a présidé de 2017 à 2019, il a contribué à organiser de nombreux projets et événements. Hervé Moritz est doctorant en histoire de l'intégration européenne à l'Université de Strasbourg et enseignant à Sciences Po Strasbourg.

A l'occasion des élections européennes, qui se sont déroulées du 6 au 9 juin dans tous les Etats membres de l'Union européenne, le Mouvement européen – France a orchestré une grande campagne pour encourager les citoyen·nes à élire leurs représentant·es au Parlement européen. Retour sur cette mobilisation exceptionnelle.

En France, la situation reste préoccupante. Un mois avant le scrutin, les partis d'extrême droite atteignaient déjà près de 40 % des intentions de vote. L'abstention se maintenait, quant à elle, à un haut niveau. Bien que les acquis de la construction européenne, tels que les apports de la libre circulation, de la monnaie unique et des programmes européens comme « Erasmus+ », ne soient pas remis en cause, près d'un·e Français·e sur deux se déclare insatisfait·e de l'Union européenne telle qu'elle est aujourd'hui.

Une campagne intitulée « L'Europe pour de bon ! »

Pour intéresser les Français·es et les Européen·nes qui participaient à ces élections en France, les bénévoles du Mouvement européen ont mis en œuvre une grande campagne d'incitation au vote et de sensibilisation aux enjeux du scrutin intitulée « L'Europe pour de bon ! ».

« L'Europe pour de bon » car il n'est plus question de remettre en cause les acquis de la construction européenne. Mais il faut, à présent, avoir le courage d'unifier l'Europe pour de bon en progressant dans plusieurs domaines tels que la politique étrangère et de défense commune, la réindustrialisation, l'accompagnement social de la transition écologique ou la réforme des institutions en vue des élargissements futurs de l'Union.

Une large coalition

Pour faire campagne, le Mouvement européen – France s'est attelé à coaliser un grand nombre d'organisations de la société civile, y compris non spécialistes des questions européennes, dans une campagne grand public. Syndicats, organisations de jeunesse, associations d'éducation populaire et bien d'autres y ont ainsi participé. Toutes ont organisé des activités de pédagogie et d'information à destination des jeunes et des moins jeunes. Des centaines d'événements ont rythmé la campagne partout en France. Le Mouvement européen a aussi organisé des débats entre les représentant·es des listes candidates dans chaque région de France.

« Ne laissez pas l'Europe disparaître, votez ! »

Le Mouvement européen a également mené une vaste campagne de communication, sur les réseaux sociaux et sur le terrain, pour interpeller les indécis·es. Cette campagne au slogan choc « Ne laissez pas l'Europe disparaître, votez ! » a pris la forme d'un journal dystopique annonçant la disparition de l'Union européenne. Cette parodie originale a permis d'interpeller les électrices et les électeurs en leur révélant les domaines dans lesquels l'Union intervient dans leur quotidien – domaines parfois méconnus par nos concitoyen·nes – et pour les encourager à voter.

La mobilisation exceptionnelle des membres du Mouvement européen partout en France a contribué à faire voter nos concitoyen·nes et à renforcer la notoriété de notre association, de nos actions de pédagogie et de notre engagement pour une Europe plus unie. ★

Retrouvez toutes les informations sur la campagne sur europepourdebon.fr



Nouvelle publication



Nous avons publié en 2020 un **livre blanc sur la libre circulation des personnes**. Une nouvelle édition vient de paraître.

Cette publication met en lumière l'importance de la libre circulation des personnes pour différents secteurs de l'économie suisse, présente de façon concise les chiffres les plus importants et montre à quel point notre pays est fait d'Européennes et d'Européens. Le succès de notre économie ou le bon fonctionnement de notre système de santé reposent en grande partie sur le travail de ressortissant-es de l'Union européenne – rendu possible grâce à la libre circulation des personnes. ★

Événements en ligne



Parler d'Europe durant la pause de midi, de façon courte et concise. **Voilà l'objectif de notre nouvelle série «Europe@lunch»**

qui offre, durant 45 minutes, en ligne, la possibilité d'en apprendre plus sur les thématiques européennes d'actualité grâce aux contributions de nos expert-es. De quoi donner des éléments permettant de conduire un débat fondé sur l'Europe et les relations Suisse-UE. Jusqu'en juin, les Europe@lunch sont consacrés aux négociations actuelles entre la Suisse et l'UE. Les événements sont enregistrés et peuvent être, par la suite, visionnés sur notre chaîne YouTube (@europach). ★

Nouvelle contribution



Dans le contexte des élections européennes, **Chantal Tauxe, vice-présidente du Mouvement européen Suisse**, constate,

dans son article, qu'en faisant le choix de l'isolationnisme, la Suisse renonce à de nombreuses opportunités. Elle observe aussi qu'en voulant préserver un particularisme, la Suisse fragilise sa souveraineté en s'abstenant de participer à des prises de décision qui la concernent directement. Chantal Tauxe plaide pour que les élections européennes nous amènent à réévaluer le coût de notre non-participation à l'Union européenne. ★



Editeur

Mouvement européen Suisse

Rédaction

Janina Aeberhard, Raphaël Bez
Magazine europa.ch, Mouvement européen Suisse, case postale, 3001 Berne,
+ 41 31 302 35 36, magazin@europa.ch

Auteur-es

Janina Aeberhard, Raphaël Bez, Christoph Driessen, Ralph Friedländer, Hervé Moritz, Claude Nicati, Marie-France Roth Pasquier, Monika Rühl, Christine Schraner Burgener, Johann von Graffenried, Nicolas Walder

Traductions et relectures

Janina Aeberhard, Raphaël Bez, Toni Koller, Arthur Schmid

Concept

Nicolas Peter

Impression

Stämpfli Communication, staempfli.com

Tirage

2'450 en allemand, 1'450 en français

Couverture

© Alessandro della Valle, EU-Delegation Bern

Compte postal et IBAN

30-9024-9 | CH14 0900 0000 3000 9024 9

Si vous désirez faire paraître votre annonce publicitaire dans le prochain numéro, merci de vous adresser à magazin@europa.ch.

Annonce

Affichez clairement vos convictions !

Boutique européenne :

- Stylos
- Pins Suisse-UE
- Argumentaire européen
- Bougie du 7 décembre 1992
- Parapluie européen
- Autocollants
- Livre



europa.ch/fr/boutique





Une contribution durable à tous égards destinée au New Office: la nouvelle gamme de poufs Incycle est composée à 90 – 95% de matériaux recyclés provenant de différents produits usagés. Design: Mathias Seiler.

Plus d'informations sous www.girsberger.com/fr/incycle

